



Conseil économique et social

Distr. générale
18 octobre 2006
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2007

22 janvier-2 février 2007

Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Programme international d'échanges interculturels de l'American Field Service	2
2. Chinese Women's Association of America	5
3. Fédération internationale des PEN clubs	8
4. Union internationale de la science psychologique	12
5. Womankind Worldwide	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Programme international d'échanges interculturels de l'American Field Service

(Doté du statut consultatif spécial en 1974)

Partie I : buts et objectifs

Le Programme international d'échanges interculturels de l'American Field Service (AFS) est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale à but non lucratif fondée sur le volontariat qui fournit une formation interculturelle afin d'aider les gens à acquérir des connaissances, des compétences et une compréhension leur permettant d'agir en citoyens du monde responsables et de travailler pour la paix et l'entente entre les civilisations. Par ses programmes et activités, l'AFS s'emploie à renforcer la foi en la dignité inhérente à tous les êtres humains, nations et cultures, encourage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et fonde ses activités sur les valeurs fondamentales que sont la dignité, le respect des différences, l'harmonie, la sensibilité et la tolérance.

L'AFS est un mouvement dont l'activité principale est d'organiser des échanges éducatifs interculturels auxquels 11 000 personnes participent chaque année. Avec un réseau rassemblant des dizaines de milliers de volontaires dans le monde, l'AFS est l'une des plus grandes associations de volontaires au monde. Elle mène ses travaux par l'intermédiaire d'organisations membres établies dans 52 pays de toutes les régions du monde et mène également des activités dans 25 autres pays.

Elle continue de créer des programmes et des organisations en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe orientale et centrale et au Moyen-Orient. En 2003, après plusieurs années d'interruption, des échanges internationaux d'un an en Tunisie et aux Philippines et, en 2005, en Arabie saoudite, ont à nouveau été proposés aux lycéens. Depuis les événements du 11 septembre 2001, l'AFS a considérablement intensifié son action afin d'offrir aux populations musulmanes et non musulmanes la possibilité d'apprendre à mieux se connaître et se comprendre. L'expansion des programmes organisés en Chine à l'intention d'enseignants et d'étudiants reste très rapide.

L'AFS conduit des programmes d'échanges interculturels de durée différente à l'intention d'étudiants, d'enseignants, de jeunes cadres et de travailleurs. Les participants à ces programmes sont plongés dans la culture et la langue locales et exposés à des perceptions nouvelles des problèmes mondiaux relatifs à l'environnement, aux personnes vulnérables et défavorisées ou encore aux droits des minorités. Le programme de travail d'intérêt général donne la possibilité à des jeunes âgés d'au moins 18 ans d'aller travailler à titre bénévole avec les organisations locales de différents pays, afin de répondre aux besoins de la population locale. Certains projets ont pour fonction d'aider les enfants à mener une vie plus saine ou de mettre au point des programmes de formation avec des militants des droits de l'homme. Les participants à ces programmes sont exposés à des coutumes, des codes de conduite, des principes de déontologie et des valeurs différents, ce qui les amène à considérer sous un autre angle les principes de leur propre culture. Les organisations nationales qui composent l'AFS organisent notamment des séminaires locaux et nationaux dont le thème porte sur les valeurs humaines universelles. De nombreuses organisations de l'AFS travaillent en coopération avec les associations et fédérations d'associations pour les Nations Unies et avec les Volontaires des Nations Unies qui se trouvent dans leur pays, avec

qui elles mènent des activités conjointes. En tant qu'organisation de volontaires mondiale, l'AFS œuvre pour la célébration de nombreuses journées, années et décennies internationales et collabore avec d'autres organisations non gouvernementales à cette fin.

Partie II : contribution aux travaux de l'ONU

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux grandes conférences et aux réunions des Nations Unies

De 2002 à 2005, des représentants du siège mondial du Programme international d'échanges interculturels de l'AFS et de ses organisations constituantes nationales ont participé aux conférences et réunions suivantes :

- a) Commission du développement social, quarantième session, New York, 11-27 février 2002;
- b) Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002;
- c) Commission du développement social, quarante et unième session, New York, 10-21 février 2003;
- d) Dixième célébration de l'Année internationale de la famille, New York, 6 décembre 2004;
- e) Commission du développement social, quarante-troisième session, New York, 9-18 février 2005;
- f) Conférence internationale sur le thème intitulé « Encourager le dialogue entre les cultures et les civilisations par des initiatives concrètes et durables », parrainée par l'UNESCO, Rabat (Maroc), 14-16 juin 2005;
- g) Représentant des jeunes à la soixantième session de l'Assemblée générale, octobre 2005;
- h) Campagne de l'UNICEF s'intitulant « Unis pour les enfants, unis contre le sida », New York, 25 octobre 2005.

Autres activités et contributions

Le Programme international d'échanges interculturels de l'AFS a démontré son ferme attachement aux objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies dans le cadre des programmes et des activités d'échange qu'il organise, en mettant l'accent sur la jeunesse, l'éducation, le développement social et l'environnement. En 2003, l'AFS s'est vu décerner une récompense dans la catégorie « développement social » des associations Make a Better World Awards, pour les travaux qu'il a menés afin de nouer des liens entre les musulmans et les non-musulmans de nombreuses cultures différentes. Le représentant du Japon à la Conférence du désarmement a pris la parole lors de la réunion internationale des dirigeants des organisations de l'AFS tenue à Fujiyoshida (Japon), du 4 au 8 octobre 2004. À l'occasion d'une réunion organisée à Turin (Italie), une journée de la paix a été célébrée, le 24 septembre 2005, sur le thème « L'éducation pour la paix grâce aux échanges d'étudiants », avec la participation d'orateurs tels que le maire de Hiroshima et le Président du Comité du prix Nobel de la paix. En 2005, l'AFS a également parrainé un concours littéraire pour les jeunes intitulé « La paix par la

compréhension », dont la gagnante, une jeune Italienne, a passé un an en Tunisie, dans le cadre d'un programme de l'AFS. De 2002 à 2005, l'AFS a mené une analyse approfondie de l'utilité des échanges éducatifs internationaux dans la promotion des connaissances interculturelles. Dans ses publications internationales et nationales et ses sites Web, il diffuse un grand nombre d'informations sur des documents tels que les rapports mondiaux sur l'éducation de l'UNESCO, le Rapport mondial sur la jeunesse et les rapports mondiaux sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des déclarations et ouvrages, des conférences, des événements et des thèmes des Nations Unies.

Les organisations constituantes de l'AFS organisent un grand nombre d'activités pour appuyer la réalisation des objectifs définis par l'ONU, notamment des séminaires, des ateliers, une formation dans le domaine des droits de l'homme, des activités promouvant le règlement des conflits, la tolérance, la lutte contre le racisme et la protection du patrimoine culturel. Ainsi, dans le cadre du programme d'échanges internationaux mené par le Centre culturel Asie/Pacifique pour l'UNESCO (ACCU) au titre du fonds d'affectation spéciale UNESCO/Japon pour la promotion de la coopération internationale et de la compréhension mutuelle, l'AFS Japon réalise avec l'UNESCO des échanges culturels depuis 2001 avec l'Indonésie, la Malaisie et le Costa Rica, auxquels la Chine, le Honduras, la Mongolie et le Panama se sont joints, ainsi que l'Australie, le Mexique et les Philippines en 2005. À la suite du terrible tsunami de décembre 2004, l'AFS Indonésie a réalisé le projet Sekohal Tenda (Écoles sous la tente) dans la province d'Aceh.

D'anciens membres de l'AFS travaillent dans tout le système des Nations Unies, dans des organisations non gouvernementales travaillant à la réalisation des objectifs de l'ONU et dans des administrations nationales. De même, de nombreux membres importants et volontaires dirigeants de l'AFS ont des liens étroits avec l'ONU. Le Président de la soixantième session de l'Assemblée générale est un ancien de l'AFS. Un important membre de l'AFS Allemagne est un expert du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Le 6 décembre 2002, l'AFS a organisé un événement à l'intention des diplomates en poste à l'ONU et du personnel de l'Organisation s'intéressant à ses travaux. L'AFS a organisé à l'ONU des débats et des tables rondes sur des thèmes comme « Le rôle futur des organisations multilatérales », le 16 mai 2003, « Les perspectives de paix au Moyen-Orient », le 14 mai 2004, et « Pouvoir, politique et foi : le rôle de la religion dans les conflits et leur règlement », le 28 octobre 2005. Certains des invités et des participants à ces événements avaient participé aux travaux de l'AFS. En Allemagne et en Nouvelle-Zélande, le gouvernement a salué la contribution et les services rendus à la collectivité par des volontaires de l'AFS.

Distinguée tout particulièrement par le Secrétaire général pour son appui au programme des Nations Unies pour la jeunesse, l'AFS demeure l'une des organisations non gouvernementales les plus actives dans ce domaine, et elle adhère totalement aux objectifs énoncés par l'Assemblée générale dans les principes directeurs pour la planification et le suivi dans le domaine de la jeunesse. Elle diffuse des documents des Nations Unies à travers un réseau qui s'étend à toutes les régions du monde et par l'intermédiaire de son site Web, continuant ainsi de contribuer à la réalisation du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà, du texte adopté lors du Sommet mondial pour le développement social, de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde et des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

2. Chinese Women's Association of America

(Dotée du statut consultatif spécial en 1998)

Partie I : histoire et mission de la Chinese Women's Association of America

Fondée le 10 octobre 1986, la Chinese Women's Association of America est une organisation à but non lucratif de la loi 501c-3 qui organise des activités pour la promotion de la femme. Depuis sa création, l'Association a mis l'accent sur l'organisation d'ateliers éducatifs et d'événements communautaires soulignant et faisant mieux connaître la contribution des femmes tant à la vie familiale qu'à la vie professionnelle. Dans tous les États-Unis, des femmes – généralement d'origine chinoise – ayant le profil requis se sont présentées à l'élection de la « Meilleure mère de l'année » et à celle de la « Femme cadre d'exception », que la Chinese Women's Association of America a parrainée pendant plusieurs années. À San Francisco, l'élection de la « Meilleure mère de l'année » a été organisée pendant 19 années consécutives.

Ainsi qu'il était indiqué dans le précédent rapport quadriennal (1998-2001), le Conseil d'administration de la Chinese Women's Association of America a été modifié en 2001 afin de permettre aux membres plus jeunes de participer à la direction de cette organisation et d'accroître ses activités de communication, notamment par courriel et en ligne. Toutefois, ce changement a rompu la continuité qui caractérisait les programmes de l'association et l'attention s'est détournée des objectifs pour lesquels elle avait été fondée. Cela a conduit la fondatrice de la Chinese Women's Association of America et plusieurs membres fondateurs du conseil d'administration à réintégrer la direction de cette organisation. À l'heure actuelle, l'objectif visé est d'axer à nouveau les programmes sur la réalisation des objectifs fondamentaux de l'association et d'accroître l'appui apporté aux activités parrainées par l'ONU et à la réalisation des principes mondiaux énoncés par l'Organisation. Malheureusement, les travaux de l'actuel conseil d'administration ayant surtout porté sur les questions budgétaires, administratives et de restauration, la Chinese Women's Association of America n'a pas pu se consacrer aux activités auxquelles elle avait été invitée à participer avec d'autres organisations non gouvernementales. Son conseil d'administration espère qu'elle pourra recommencer à participer à de telles activités en 2006.

Partie II: contributions de la Chinese Women's Association of America aux travaux de l'ONU

1. Atelier sur les femmes et le mariage coparrainé par la Chinese Women's Association of America – 22 février 2003, Californie (États-Unis d'Amérique)

L'un des principaux orateurs était un avocat, qui a présenté des réflexions intéressantes sur la manière dont les femmes font face à l'évolution de la définition du mariage et sur le changement de la conception du mariage et des attitudes face à cette institution chez les femmes indépendantes financièrement, notamment dans certains secteurs – minoritaires mais importants – de certaines économies asiatiques.

**2. Exposition d'œuvres d'art intitulée « Four Seasons »
– 1^{er} septembre-1^{er} octobre 2003, Californie (États-Unis d'Amérique)**

La Chinese Women's Association of America a parrainé une exposition, d'un mois, des œuvres de Daisy Yang, une retraitée de l'ONU dont la fille est membre de l'association. Aux alentours de 1952, deux articles de l'association sur les fonctionnaires de l'ONU, dans lesquels l'artiste était évoquée, ont également été publiés dans le *Daily Mirror* et dans *Glamour*. L'article publié dans le *Daily Mirror* s'intitulait « Glamour Girls of U.N., Three-Fold Career of Chinese Matron » et *Glamour* a consacré une section spéciale aux femmes travaillant à l'ONU. Dans ces deux articles illustrés par les belles peintures de Daisy Yang, la Chinese Women's Association of America a présenté ses activités et fait part de son adhésion aux principes mondiaux de l'ONU et aux OMD relatifs aux droits de la femme. Les médias d'information locaux ont rendu compte de l'exposition, qui a servi de toile de fond à un dialogue sur le double fardeau des tâches familiales et de la vie professionnelle dans les années 50 et sur le rôle des femmes à l'ONU.

3. Séminaire sur la planification financière (« Ce que les femmes doivent savoir sur l'investissement, les soins de longue durée et l'organisation de la succession ») – 8 janvier 2004, Californie (États-Unis d'Amérique)

La connaissance des questions financières joue un rôle important dans l'autonomisation des femmes. Un atelier de courte durée a été organisé en mettant particulièrement l'accent sur les éléments de base de l'investissement et sur des questions intéressant spécialement les femmes. Des spécialistes de l'assurance et des valeurs mobilières ont fait des exposés, notamment sur la planification financière pour les femmes célibataires et divorcées et les problèmes liés au financement des soins de longue durée pour les femmes.

4. Atelier parrainé (« Les femmes, le travail et l'égalité des sexes ») – 8 mai 2004, Californie (États-Unis d'Amérique)

Deux films ont été projetés afin d'encourager un débat sur l'égalité des sexes. Pour commencer, « Le Roi des masques », une œuvre plusieurs fois primée, qui raconte l'espoir et les transformations face à la pauvreté et à la solitude, à une période où il était interdit aux femmes et aux filles d'apprendre et d'exercer certaines professions. Puis des extraits d'un documentaire produit par la chaîne PBS, s'intitulant « If women ruled the world » (Si les femmes dirigeaient le monde), décrivant les problèmes que les femmes doivent surmonter pour trouver un équilibre entre famille et carrière et ce que suppose une égalité et une autonomie véritables. En projetant ces œuvres, la Chinese Women's Association of America a provoqué un débat sur les activités et les programmes qu'elle pourrait mener pour contribuer au règlement de certains problèmes généraux ou particuliers.

5. La Chinese Women's Association of America apporte son soutien au spectacle « Ten » dans le *World Journal* – 24 avril 2005, Californie (États-Unis d'Amérique)

Un groupe de filles appelé « Perfect Ten » et « Erhu Girls Band » a donné un concert. La Chinese Women's Association of America a considéré que la promotion de ce spectacle refléterait l'importance qu'elle accordait à la mise en valeur et à

l'autonomisation des femmes par les femmes. Les filles de cette troupe, qui avait été invitée à se produire aux États-Unis et au Canada, étaient toutes âgées d'environ 14 ans. La Chinese Women's Association of America a informé ses membres de la tenue de ce spectacle dans ses lettres d'information et certains ont assisté au concert en petits groupes.

6. Journée « l'ONU mise en scène » à l'école primaire – 26 juin 2005, Californie (États-Unis d'Amérique)

La Chinese Women's Association of America a coparrainé cette manifestation avec le Directeur général des arts de Foster City afin d'illustrer en la transposant à une échelle réduite la manière dont des personnes de cultures différentes travaillent ensemble à l'ONU. Des membres du Conseil d'administration de la Chinese Women's Association of America ont remis des récompenses aux représentants des autorités locales et aux organisateurs. Ils ont également exposé les principes défendus par les Nations Unies, en particulier l'égalité des sexes et les droits des enfants.

7. Déjeuner et projection du film « The great mother » parrainés par la Chinese Women's Association of America – 5 mai 2005, Californie (États-Unis d'Amérique)

Il a été décidé que le thème de l'élection de la meilleure mère de l'année serait le film « The great mother », afin de mettre l'accent sur l'importance de la maternité dans la société. Les femmes à qui le titre de « Meilleure mère de l'année » a été décerné par le passé ont été invitées à la projection de ce film et au débat qui a suivi. Le déjeuner et l'atelier de suivi étaient organisés par la Chinese Women's Association of America. Une réunion de suivi a été organisée afin d'étudier la possibilité de réaliser un documentaire sur les femmes qui ont été élues « Meilleure mère de l'année » ces 19 dernières années.

3. Fédération internationale des PEN clubs

(Dotée du statut consultatif spécial en 2002)

Partie I : Introduction

La Fédération internationale des PEN clubs est une association internationale d'écrivains qui compte 141 centres dans 101 pays et a été créée en 1921, après la Première Guerre mondiale, afin d'encourager l'amitié entre les écrivains du monde entier, par-delà les frontières et les partis politiques. Les buts de cette organisation, qui sont énoncés dans ses statuts, sont les suivants : PEN œuvre pour la liberté d'expression et de diffusion des idées; pour dissiper les haines liées à la race, à la classe sociale, à la religion et au nationalisme; et, par l'imagination et la littérature, défend l'écriture et son pouvoir d'améliorer la société et promeut l'idéal d'une humanité unie et en paix.

Partie II : contribution aux travaux de l'ONU

1. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux grandes conférences et aux réunions des Nations Unies

1. **Commission de la condition de la femme (quarante-sixième session, 4-15 mars 2002, New York)**. Deux représentants de la Fédération internationale des PEN clubs ont participé à cette session et sont intervenus, ainsi que d'autres participants du monde entier, lors des tables rondes sur la pauvreté et sur les aspects sexospécifiques de la gestion de l'environnement et de l'atténuation des catastrophes naturelles. Ils ont également participé aux débats sur la violence familiale, sur les femmes et le maintien de la paix et sur la Cour pénale internationale.

2. **Cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme (18 mars-26 avril 2002, Genève)**. Trois représentants de la Fédération internationale des PEN clubs ont participé aux travaux de la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme. Ils ont présenté des communications écrites au titre du point 11 de l'ordre du jour, intitulé « Liberté d'expression », attirant l'attention sur les lois pénales relatives aux insultes et à la diffamation, en particulier au Zimbabwe, en Turquie et au Bélarus. Un représentant est intervenu oralement au titre du point 3 de l'ordre du jour, « Administration de la justice », au sujet du jugement de civils dans des cours martiales, en violation de leur droit à la liberté d'expression, au Myanmar, au Liban et en Turquie.

3. **Commission de la condition de la femme (quarante-septième session, 3 au 14 mars 2003, New York)**. Deux représentants de la Fédération internationale des PEN clubs ont participé, avec d'autres intervenants du monde entier, aux tables rondes sur la participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de la communication et sur les droits fondamentaux des femmes et l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des fillettes, comme définis dans le Programme d'action de Beijing. La Fédération internationale des PEN clubs a fait une déclaration sur le thème intitulé « Les femmes et les médias : l'importance des femmes dans la création de la culture et sa transformation ».

4. **Cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme (17 mars-25 avril 2003, Genève)**. Trois représentants de la Fédération

internationale des PEN clubs ont participé aux travaux de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme. Ils ont présenté, au titre du point 11 de l'ordre du jour, des contributions écrites sur la liberté d'expression et l'impunité en évoquant les assassinats d'écrivains, en particulier en Amérique latine et, au titre du point 9 de l'ordre du jour s'intitulant « Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans n'importe quelle partie du monde », sur les atteintes à la liberté d'expression partout dans le monde. Ils ont prononcé des déclarations, au titre du point 9 de l'ordre du jour, sur la détention d'écrivains en Iran et, au titre du point 11 de l'ordre du jour, sur l'interdiction de publier certains livres en Turquie.

5. Commission de la condition de la femme (quarante-huitième session, 1^{er} au 12 mars 2004, New York). Deux représentants de la Fédération internationale des PEN clubs ont participé, avec d'autres intervenants du monde entier, aux tables rondes sur le rôle des hommes et des garçons dans la réalisation de l'égalité entre les sexes et sur l'égalité de participation des femmes à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix après les conflits.

6. Soixantième session de la Commission des droits de l'homme (15 mars-23 avril 2004, Genève). Sept représentants de la Fédération internationale des PEN clubs ont participé aux travaux de cette session. Une contribution écrite a été présentée au titre du point 9 de l'ordre du jour sur la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où qu'elle se produise et la liberté d'expression à Cuba. Toujours au titre du point 9, une déclaration a été prononcée sur la détention d'écrivains et, au titre du point 11 de l'ordre du jour, sur la liberté d'expression en Turquie. La Fédération internationale des PEN clubs, avec l'Union internationale des éditeurs, a organisé une table ronde sur la liberté d'expression en Turquie.

7. Commission de la condition de la femme (quarante-neuvième session, 28 février-11 mars 2005, New York). Deux représentants de la Fédération internationale des PEN clubs ont participé activement, avec d'autres intervenants venus du monde entier, aux tables rondes sur l'examen et l'évaluation de la suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing, les OMD et les objectifs actuels et stratégies prospectives d'action pour la promotion et l'autonomisation des femmes et des filles. Ils sont également intervenus au sujet de la traite des femmes et de la violence à leur égard et des femmes et la paix et la sécurité.

8. Soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme (14 mars au 22 avril 2005, Genève). Six représentants de la Fédération internationale des PEN clubs ont participé aux travaux de la soixante et unième session. Ils ont présenté, au titre du point 9 de l'ordre du jour, une contribution écrite sur la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans n'importe quelle partie du monde et la suppression de l'Internet en Iran. Ils ont prononcé des déclarations, au titre du point 10 de l'ordre du jour, intitulé « Droits économiques, sociaux et culturels », sur la répression des activistes de l'Internet en Chine, en République islamique d'Iran, au Vietnam et dans d'autres pays, et, au titre du point 11 de l'ordre du jour, intitulé « Droits civils et politiques, notamment la question de la liberté d'expression », sur les atteintes aux dispositions de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en Tunisie.

La Fédération internationale des PEN clubs, avec l'Union internationale des éditeurs, a organisé une table ronde sur la liberté d'expression en Tunisie.

2. Coopération avec les organes et les institutions spécialisées sur le terrain et au Siège

- Service d'information fonctionnant toute l'année sur les atteintes au droit à la liberté d'expression (art. 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques) et aux droits des écrivains et des journalistes et envoyant des alertes, par télécopie ou par courrier électronique, au Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, au Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, au Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et au Groupe de travail sur la détention arbitraire. En 2002, 156 alertes ont été émises, 124 en 2003, 113 en 2004 et 98 en 2005.
- En outre, la Fédération internationale des PEN clubs a signalé au Groupe de travail sur la détention arbitraire, pour examen au titre des procédures confidentielles en 2002, en 2003 et en 2004, la détention de certains écrivains et journalistes dans plusieurs pays.
- Le 21 mai 2004, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a été invité à prendre la parole lors de la cinquième Conférence du Comité des écrivains en prison qui s'est tenue à Barcelone (Espagne).

3. Initiatives prises par la Fédération internationale des PEN clubs pour appuyer la réalisation des objectifs convenus à l'échelon international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement

Activités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération internationale des PEN clubs a contribué à la réalisation des OMD dans le monde entier, en particulier dans les régions de l'Afrique et de l'Asie centrale.

• Objectif 2. Garantir l'accès universel à l'enseignement primaire

- Activités : multiplier et partager les programmes sur la lecture et l'écriture de fiction dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur, afin de renforcer l'enseignement scolaire et non scolaire en la matière.

• Objectif 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

- Activités : organiser des conférences régionales à l'intention des femmes écrivains afin de les aider à définir les problèmes qui les concernent spécialement et de créer des programmes permettant de résoudre ces problèmes. Intégrer le principe de l'égalité des sexes dans tous les programmes de la Fédération internationale des PEN clubs afin d'éviter la mise à l'écart des femmes.

Activités appuyant les principes mondiaux

Tous les ans, le Comité des écrivains en prison de la Fédération internationale des PEN clubs célèbre la Journée internationale de la femme, le 8 mars, en attirant l'attention sur la lutte à mener pour l'exercice effectif par les femmes des droits qui leur sont reconnus à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En 2002, la Fédération internationale des PEN clubs a examiné la situation dans la Fédération de Russie, en Tunisie et au Guatemala; en 2003, dans la Fédération de Russie, en République islamique d'Iran et en Algérie; en 2004, en Arabie saoudite. En 2005, la campagne menée par la Fédération internationale des PEN clubs a porté sur les femmes et les dissidents s'exprimant par Internet en Tunisie, en République islamique d'Iran et en Chine.

Si votre organisation n'a pas participé aussi pleinement que voulu aux travaux du Conseil économique et social :

Les problèmes décrits ci-dessous ont empêché la Fédération internationale des PEN clubs de se consacrer plus activement à la réalisation des programmes de l'ONU :

- L'information relative aux réunions et conférences internationales arrive souvent trop tard pour être prise en compte dans la planification et les budgets.
- Ses ressources financières et humaines étant modestes (tout son personnel est composé de volontaires), il lui est difficile de participer aux réunions internationales.

4. Union internationale de la science psychologique

(Dotée du statut consultatif spécial en 1998)

Partie I : Introduction

1. Objectifs et buts de l'Union internationale de la science psychologique

L'Union internationale de la science psychologique est une organisation composée de 70 organisations membres nationales (sociétés/associations/comités nationaux de psychologie scientifique et d'académies nationales des sciences) et de 12 organisations internationales et régionales affiliées, qui représentent plus de 600 000 psychologues de toutes les régions du monde. L'objectif général de l'Union internationale de la science psychologique est le développement de la psychologie biologique, sociale, normale et pathologique, pure et appliquée. L'un de nos buts est de collaborer avec d'autres organisations internationales et nationales dans les domaines d'intérêt mutuel et de mener des activités qui favoriseront le développement de la psychologie et le progrès de l'humanité.

Partie II : Contribution de l'Union internationale de la science psychologique aux travaux de l'ONU

1. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux grandes conférences et aux réunions des Nations Unies

1. **Siège de l'ONU, New York, 2002** : Les représentants de l'Union internationale de la science psychologique ont participé régulièrement (de septembre à juin) aux travaux de comités d'ONG sur la santé mentale, la santé et la famille. Ils ont également participé à de nombreux séminaires et réunions organisés par l'ONU et aux réunions d'information des comités d'ONG sur l'éducation, le vieillissement, le désarmement et les droits de l'homme, ainsi qu'aux travaux de l'Université des Nations Unies et de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui a eu lieu du 9 au 11 septembre 2002 et qui a eu pour thème : « Reconstruire les sociétés après un conflit : une responsabilité partagée ».

2. **Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, 8 au 10 mai 2002, New York** : Nos représentants ont participé activement à la préparation de cette session dans le cadre des travaux des groupes de travail de l'UNICEF sur les enfants dans les conflits armés et sur les droits des enfants. Ils se sont entretenus avec des représentants du Brésil, de l'Allemagne, de la Yougoslavie, des États-Unis et des Pays-Bas afin de les encourager à inclure des questions et des dispositions importantes pour la psychologie dans le document final, intitulé « Un monde digne des enfants », adopté par la session extraordinaire. Ils ont également fait partie du groupe d'organisation de l'ONG North American Caucus et ont contribué aux travaux de l'équipe de rédaction composée de représentants d'ONG et de fonctionnaires de l'ONU. Ils ont participé à plusieurs dialogues avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés et à un séminaire sur les enfants dans les conflits armés qu'avait organisé le Conseil des relations extérieures.

3. **Groupe de travail sur l'espérance de vie et la santé mentale, Comité d'ONG sur la santé mentale, New York, février 2003** : Étant l'un des créateurs de

ce groupe de travail, le représentant de l'Union internationale de la science psychologique a organisé et présidé une conférence intitulée « Death and Dying Across the Lifespan and Culture ». Cette conférence visait à susciter un dialogue sur ce sujet entre des gens de cultures différentes. Des membres de différents groupes d'ONG et du personnel de l'ONU ont participé au débat.

4. Commission du développement social, Siège de l'ONU, New York, février 2003 : Nos représentants, qui sont membres du Comité des ONG pour la famille, ont participé à la rédaction d'un projet de résolution dans lequel étaient énoncées des idées sur le bien-être psychologique et qui devait être distribué aux représentants de l'ONU et des États Membres.

5. Siège de l'ONU, New York, 2003 : Les représentants de l'Union internationale de la science psychologique ont continué de participer activement aux travaux des différents comités d'ONG s'occupant de la santé mentale, de la santé, de la condition de la femme, de la famille, de l'éducation, des droits de l'enfant, du désarmement et des droits de l'homme. Ils ont également suivi les réunions de la Commission du développement social et certains débats du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés. Du 8 au 10 septembre 2003, l'Union internationale de la science psychologique a participé à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui avait pour thème : « Sécurité et dignité : Tenir la promesse de l'ONU ».

6. Journée mondiale de la santé mentale, Siège de l'ONU, New York, 10 octobre 2003 : L'un de nos représentants a participé à la planification de la célébration de cette journée importante en organisant des tables rondes sur l'action de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des ONG dans les domaines de la santé mentale et du développement social et sur la montée du racisme. Nous avons participé à la création d'un nouveau groupe de travail sur les enfants et la santé mentale.

7. Commission du développement social et Commission de la condition de la femme, Siège de l'ONU, New York, 2003 : Pendant les premiers mois de 2003, nos représentants ont joué un rôle important dans la rédaction d'un projet de résolution sur la violence contre les femmes et les droits de l'homme.

8. Commission du développement social, Siège de l'ONU, New York, février 2003 : Un représentant de l'Union internationale de la science psychologique a été élu au comité exécutif du Comité des ONG pour la famille et a participé à la rédaction de projets de résolution sur la famille, notamment l'importance du bien-être psychologique au sein de la famille, qui a été distribué aux représentants de l'ONU et des États Membres lors d'une séance tenue par la Commission en février. Le représentant de l'Union internationale de la science psychologique a coprésidé le comité d'organisation de la célébration de la dixième Journée internationale de la famille (mai 2004).

9. Commission de la condition de la femme, Siège de l'ONU, New York, février-mars 2003 : L'Union internationale de la science psychologique a présenté à la Commission une déclaration sur l'importance, pour le développement social et affectif de l'enfant, des soins qui lui sont apportés dans les familles traditionnelles et non traditionnelles.

10. Sommet mondial sur la société de l'information, Genève, décembre 2003 et Tunis, novembre 2005 : Nos représentants ont participé très activement à

l'élaboration de la contribution du Conseil international pour la science et de son groupe interdisciplinaire, le Comité pour les données scientifiques et technologiques (CODATA), concernant l'accès aux données scientifiques et techniques et les moyens de réduire la fracture numérique, qui a été présentée dans le cadre des deux parties du Sommet.

11. **Siège de l'ONU, New York, 2004** : Ainsi qu'ils le font habituellement, nos représentants continuent de participer aux réunions d'information hebdomadaires du Département de l'information et d'autres instances des Nations Unies, telles que l'Instance permanente sur les questions autochtones, en mai 2004, et les commissions du Conseil économique et social. Un psychologue de l'ONU s'est joint à notre équipe.

12. **Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, New York, février 2005** : Un représentant de l'Union internationale de la science psychologique a été nommé membre du comité directeur de son comité consultatif régional pour l'Amérique du Nord sur les enfants et la violence. Il a contribué à préparer la réunion de consultation de deux jours qui s'est tenue à Toronto (Canada) et y a participé.

13. **Commission du développement social, Siège de l'ONU, septembre-octobre 2005** : Les représentants de l'Union internationale de la science psychologique ont élaboré une déclaration qui a été présentée à la Commission du développement social et ont organisé et animé une table ronde sur les méthodes de réduction de la pauvreté mondiale bénéfiques pour les familles, dont les résultats ont été présentés à la session de la Commission qui s'est tenue en janvier 2006. Ils ont également participé à l'élaboration d'une déclaration présentée à la Commission de la condition de la femme en février 2006.

2. Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

UNICEF

Nos représentants participent activement aux travaux des différents comités de l'UNICEF, tels que le Groupe de travail sur les enfants, les conflits armés et la violence et le Groupe de travail sur les droits de l'enfant, en suivant leurs séances mensuelles. L'un de nos représentants yéménites, qui est un expert international des droits de l'enfant, est souvent présent aux séances du Comité des droits de l'enfant, à Genève. Nos représentants ont participé en 2003 à la première conférence annuelle de l'UNICEF pour les ONG et à la planification d'une réunion consultative sur la protection des enfants dans les situations d'urgence, à laquelle ils étaient présents. Le représentant de l'Union internationale de la science psychologique était le seul psychologue invité aux travaux d'un groupe d'experts qui s'est réuni pendant trois jours dans le cadre d'une consultation d'experts par l'UNICEF afin d'étudier les indicateurs mondiaux de la protection de l'enfance.

OMS

Depuis 2002, l'Union internationale de la science psychologique entretient également des relations officielles avec l'OMS, avec qui elle est convenu d'un programme de travail en 1997. Le programme de travail pour la période considérée

portait sur l'objectif d'ensemble de l'OMS de la santé pour tous et l'atténuation de la charge de morbidité.

3. Initiatives prises par l'Union internationale de la science psychologique pour appuyer la réalisation des objectifs convenus à l'échelon international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement

Notre organisation n'a pas eu le temps d'étudier en détail sa contribution à la réalisation des OMD car la plupart de nos activités sont axées sur la psychologie et le développement social, qui sont les domaines où notre action est le plus utile. En 2005, nous avons participé à titre exceptionnel à la table ronde sur les conceptions de la pauvreté dans le monde (voir le point 12 ci-dessus).

5. Womankind Worldwide

(Dotée du statut consultatif spécial en 1998)

Partie I

Womankind Worldwide est la seule organisation ayant son siège au Royaume-Uni qui s'emploie exclusivement à améliorer la condition et la qualité de vie des femmes dans le monde.

Les objectifs de cette entreprise caritative sont les suivants :

- Lutter contre la pauvreté et les maladies et préserver et protéger la santé mentale, physique, sexuelle et affective des femmes partout dans le monde,
- Favoriser l'égalité des chances entre les hommes et les femmes partout dans le monde;
- Améliorer l'éducation des femmes partout dans le monde;
- Partout dans le monde, améliorer l'éducation du public sur les questions relatives à la situation économique, psychologique, physique, sexuelle et affective des femmes en relation avec l'égalité des chances.

Le projet de Womankind est de créer un monde juste, équitable et pacifique dans lequel les femmes seront, à égalité, les partenaires des hommes et détermineront avec eux les valeurs, la direction et les institutions de gouvernement de leur société, dans l'intérêt général. Notre mission est de permettre aux femmes des pays en développement d'exprimer leurs préoccupations et de revendiquer leurs droits et de promouvoir, à l'échelon mondial, des politiques et des pratiques favorisant l'égalité des sexes.

Les buts stratégiques de Womankind pour la période 2004-2008 sont les suivants :

- Améliorer le bien-être et la situation des femmes par la participation à la vie politique et civile;
- Réduire la violence à l'égard des femmes;
- Informer et influencer les politiques et les pratiques aux échelons local, national, régional et international.

En 2005 et en 2006, Womankind a travaillé en partenariat avec 55 organisations dans 16 pays. Nos partenaires sont des organisations autonomes enregistrées en vertu des lois de leur pays sur les associations caritatives. Nous travaillons en Afrique australe, de l'Est et de l'Ouest; en Europe de l'Est et au Royaume-Uni; en Asie du Sud et en Afghanistan et en Amérique centrale et du Sud.

En 2004, de nouveaux membres du conseil d'administration ont été recrutés par des annonces publiées dans la presse afin que Womankind dispose des compétences et de l'expérience nécessaires à l'accomplissement de sa vision, de sa mission et de ses objectifs stratégiques. Le plan stratégique pour la période 2004-2008 a été complété par un plan de mise en œuvre qui a été examiné il y a peu par les membres du conseil d'administration. Pendant l'année, le Comité des programmes et de la politique a examiné sa mission et fournit désormais des orientations et des conseils sur les différents aspects de notre travail. En même

temps, nous avons mis au point un nouveau programme en Bolivie, auquel le Ministère du développement international a récemment fourni des fonds suffisant à financer ses activités pendant trois ans. Il est prévu de lancer des programmes en Colombie et au Pakistan.

En 2005, Womankind a élaboré une politique et une stratégie d'intervention qui constitueront un cadre politique et orienteront ses travaux des 18 prochains mois et au-delà. Elle élabore actuellement un plan de mise en œuvre afin que les objectifs définis dans cette stratégie soient intégrés à son programme de travail. Les partenaires de Womankind ont été consultés dans le cadre de ce processus et lui ont demandé de les aider à prendre les mêmes mesures.

Partie II : Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Commission de la condition de la femme, Siège de l'ONU, New York. Womankind a plaidé pour ses objectifs devant cette commission et a régulièrement facilité la participation de ses organisations partenaires aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme :

- Quarante-sixième session, 4-15 mars 2002 : Womankind et ses partenaires étaient présents à cette session et ont fait part des préoccupations que leur inspirent les mariages précoces, forcés et par enlèvement de fillettes, ainsi que les liens entre ces mariages et la pauvreté. Afin d'étudier cette question plus en détail, l'organisation a organisé un atelier sur la pauvreté, les mariages précoces et forcés et les enlèvements;
- Quarante-septième session, 3-14 mars 2003 : ayant assisté aux travaux de cette session, Womankind et ses partenaires ont présenté des déclarations sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan, une réponse aux rapports du Secrétaire général sur les questions thématiques soumises à la Commission de la condition de la femme et sur la participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur influence sur la promotion de la femme et le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur utilisation à cette fin;
- Quarante-huitième session, 1-12 mars 2004 : un représentant de Womankind a suivi les travaux de cette session et a participé à des discussions sur les méthodes de travail de cet organe et le renforcement de l'intégration du principe de l'égalité des sexes dans les activités de l'ONU et des donateurs;
- Quarante-neuvième session, 28 février-11 mars 2005 : des membres de Womankind et des partenaires ont suivi les travaux de cette session et présenté une déclaration écrite sur l'examen et le suivi de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, en mettant l'accent sur les OMD et les droits des femmes. Womankind a également organisé une réunion parallèle d'ONG sur les femmes et la gouvernance en période de conflit.

Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

- Londres, 31 mai 2002 : Womankind et d'autres membres du groupe de travail sur les droits des femmes afghanes ont rencontré M. Kamal Hossein, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, avec

qui elles se sont entretenues de la situation des femmes en Afghanistan et du rôle de l'ONU dans le processus de reconstruction;

- En ce qui concerne l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Womankind a publié un rapport parallèle sur la violence à l'égard des femmes au Royaume-Uni en mai 2004;
- Londres, 9 décembre 2004 : Womankind a célébré le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Convention en organisant une conférence réunissant tous ses partenaires et des experts et décideurs politiques internationaux, qui ont mené un débat sur les enjeux entravant l'exercice effectif des droits des femmes à l'échelon mondial;
- Genève, 14-15 décembre 2004 : Womankind était présente à la réunion préparatoire régionale organisée par la Commission économique pour l'Europe à l'occasion de l'examen et de l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et du document final de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale;
- En juillet 2005, Womankind a soumis un document au Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences après la visite effectuée par le Rapporteur spécial en Afghanistan;
- En octobre 2005, Womankind et ses partenaires ont présenté des recommandations faisant suite à l'étude du Secrétaire général sur la violence à l'égard des femmes.

Initiatives prises pour appuyer la réalisation des objectifs convenus à l'échelon international

Ainsi qu'elle l'a indiqué précédemment, les travaux de Womankind portent sur trois domaines directement liés à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation des OMD. Tout en étant particulièrement axés sur la réalisation du troisième OMD – promouvoir l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes –, ces travaux contribuent également à la réalisation des OMD. Ainsi, les organisations partenaires de Womankind s'emploient à obtenir des ressources et la mise en place de cadres législatifs et de politiques permettant aux femmes et aux filles à faible revenu d'avoir accès à l'éducation, aux soins de santé et au marché du travail. Womankind ne dispose pas d'informations statistiques détaillées pour la période 2002-2005 sur sa contribution à la réalisation des différents OMD. Cependant, elle a mené les activités ci-après pour la réalisation du troisième OMD :

- Faire en sorte que les femmes participent à la vie civile et politique en y jouant un rôle de premier plan en aidant des femmes à briguer des mandats politiques locaux et internationaux; accroître l'appui fourni aux femmes occupant des postes de direction par les médias, les politiciens et le grand public; vérifier si les femmes participent activement à la formulation des politiques; faire en sorte que les femmes occupant des postes à responsabilité à tous les niveaux reçoivent le soutien nécessaire (en Afghanistan, en Albanie, au Zimbabwe, en Somalie et au Pérou);
- Réduire et prévenir toutes les formes de violence à l'égard des femmes par les mesures suivantes : promouvoir l'adoption et l'application de lois luttant

contre cette forme de violence; mener des activités éducatives visant à changer les mentalités et à inciter davantage de personnes à condamner la violence à l'égard des femmes; et fournir les conseils appropriés et des services de soutien aux femmes et aux filles exposées à des violences (en Éthiopie, en Bolivie, au Zimbabwe, en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya, au Somaliland, en Égypte, au Pérou, au Nicaragua et au Royaume-Uni);

- Bakou, Azerbaïdjan, 7-11 février 2005 : Un participant de Womankind a participé à la réunion d'experts sur les progrès, les lacunes constatées et les défis à relever s'agissant des liens entre la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, la Déclaration du Millénaire et les OMD, qu'a organisée la Division de la promotion de la femme de l'ONU;
- En février 2005, Womankind a publié un rapport s'intitulant « Out of the Margins: An Analysis of the MDGs Through a CEDAW Lens ». En tant que coorganisateur et coparrain du réseau britannique pour le développement des femmes (GADNET), elle a publié, en octobre 2004, un autre rapport intitulé « Gender, the Millennium Development Goals, and Human Rights in the Context of the 2005 Review Process ».